

Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 32 (2020)
Heft: 126: Salut la science, qu'apprends-tu de la crise?

Artikel: Soudain en diffusion continue
Autor: Bröhm, Alexandra
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-918474>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Soudain en diffusion continue

Dans le cirque médiatique autour du Covid-19, les chercheurs les plus bruyants l'ont emporté.

Alexandra Bröhm, journaliste scientifique d'expérience, explique avec clarté l'importance d'écouter aussi les voix discrètes et de rendre transparent l'état des connaissances à l'avenir.

Texte Alexandra Bröhm

Soudain, le public était suspendu à leurs lèvres. De toutes parts, les chercheurs étaient sollicités pour des interviews et invités dans les talk-shows, et certains d'entre eux véritablement submergés par les requêtes des médias.

Cette attention médiatique nouvelle était à la fois une opportunité et un défi difficiles à gérer. Un coup d'œil dans la base de données des médias suisses SMD montre que l'attention s'est concentrée sur quelques noms au détriment d'autres faisant pourtant partie de la Science Task Force nationale Covid-19 créée par le gouvernement suisse fin mars. Ces disparités ne sont pas vraiment surprenantes. Soumis à des impératifs de temps, les journalistes s'adressent en priorité aux experts connus. Cette notoriété confère simultanément aux chercheurs davantage de poids. Il aurait cependant été préférable qu'ils soient plus nombreux à prendre la parole.

Le nom de l'épidémiologiste Marcel Salathé de l'EPFL apparaît le plus souvent dans la base de données SMD: il compte plus de 1400 entrées entre mi-janvier et début juin 2020. Auparavant, le grand public ne le connaît pas et, en 2019, il n'est apparu que neuf fois dans SMD. Entre-temps, on le voit même sur des affiches publicitaires des CFF. On peut le critiquer, mais pourquoi un scientifique ne ferait-il pas comme les sportives, les musiciens, les actrices et les comédiens – surtout en ce moment?

Suit l'épidémiologiste Christian Althaus de l'Université de Berne avec quelque 700 entrées. Il a été l'un des premiers à mettre en garde contre le nouveau coronavirus. Dans un entretien publié le 26 janvier 2020 par la SonntagsZeitung alors que les premiers cas d'infection étaient détectés en Europe, il déclarait déjà: «Ce virus a le potentiel de déclencher une pandémie.»

Il est frappant de constater à quel point peu de femmes scientifiques ont publiquement pris la parole durant cette période, même parmi les expertes de la Task Force. Samia Hurst, médecin, professeure et directrice de l'Institut d'éthique biomédicale de la Faculté de médecine de Genève n'arrive qu'à une cinquantaine d'entrées. Sarah Tschudin-Sutter, médecin-cheffe à l'Hôpital universitaire de Bâle, n'en compte que sept.

Ce silence a des raisons multiples. Dans les sciences naturelles en particulier, plus le titre académique est élevé, moins on compte de femmes. A l'ETH Zurich par exemple, elles n'occupent que 14% des postes de professeur. En outre, dans mon travail de journaliste pour le *Tages-Anzeiger*, je suis toujours étonnée de constater que les chercheuses auxquelles je m'adresse se montrent plus prudentes et hésitent à donner des évaluations de portée générale,

même si elles sont parfaitement qualifiées. Or, précisément pendant la pandémie, les chercheurs ont parfois dû s'aventurer sur des terrains extrêmement glissants. Il semble que les hommes le fassent plus volontiers.

Un exemple: sollicitée directement, une chercheuse de la Task Force a répondu par le biais du service de presse qu'elle ne s'exprimait que sur les résultats d'études concrets alors qu'un appel à l'un de ses collègues a débouché sur un entretien approfondi.

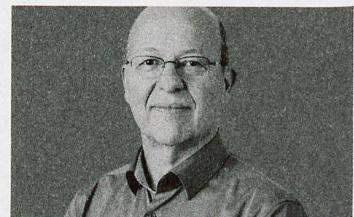
Cependant, plus la pandémie se prolongeait, plus il était difficile d'avoir un chercheur de la discipline concernée au bout du fil. C'est certes compréhensible, mais cela a rendu mon travail plus difficile.

1. Gestion de l'ignorance

C'était – et cela reste – un défi: les études étaient menées à la vitesse grand V et dès que, sans évaluation préalable, les manuscrits paraissaient sur les serveurs de prépublications, les médias en faisaient leurs gros titres. Parfois, le chercheur donnait même des interviews avant que l'étude n'arrive sur le serveur. Ce rythme effréné plongeait aussi les experts suisses dans un dilemme. D'un côté, ils voulaient profiter de l'opportunité qu'offrait cet intérêt soudain pour la science. Mais de l'autre, ils ignoraient encore beaucoup de choses, surtout au début. Ils n'ont pas tous géré ce dilemme de la même manière. Ils ne possédaient pas tous les connaissances préalables nécessaires pour donner des évaluations fondées et ce n'étaient pas toujours les plus compétents qui se faisaient le plus entendre.

Au cours des premières semaines, on a surtout entendu les prévisions sur l'évolution de l'épidémie de l'épidémiologiste Christian Althaus et du biophysicien Richard Neher de l'Université de Bâle.

Cette première phase a été marquée par une grande incertitude, que les chercheurs n'ont pas tous abordée avec la même prudence. L'infectiologue saint-gallois Pietro Vernazza s'est ainsi très tôt distingué par des déclarations allant à l'encontre de l'évaluation générale de la situation. Dans une interview pour l'*Appenzeller Zeitung*, il déclarait le 28 janvier à propos du



«Une issue fatale est aussi rare que dans une grippe saisonnière.»

L'infectiologue **Pietro Vernazza** le 28 janvier dans l'*Appenzeller Zeitung*.

coronavirus qu'«une issue fatale est aussi rare que dans une grippe saisonnière». Quatre jours plus tôt, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avertissait pourtant

dans un rapport sur l'Europe que l'infection pouvait entraîner une maladie «légère à grave, et s'avérer mortelle chez certains sujets». Et on ne disposait alors pas d'éléments suffisants pour évaluer le taux de mortalité.

Début février, dans le *Blick*, Pietro Vernazza expliquait douter que l'épidémie «devienne beaucoup plus grave qu'une forte grippe annuelle». Et, avant même l'annonce des premiers cas en Suisse, il a fait grand bruit en déclarant qu'il se contenterait de placer les cas légers en quarantaine à domicile, alors que dans les pays voisins toute personne touchée était confinée dans une

chambre d'isolation à l'hôpital. Il a dû revenir sur ses déclarations imprudentes quelques semaines plus tard dans la *Wochenzeitung*, reconnaissant le 27 février que le taux de mortalité de la grippe était de cinq à dix fois inférieur à celui du coronavirus.

Pietro Vernazza a aussi été un des rares à se prononcer publiquement contre la fermeture des écoles. Pourtant, en mars et avril, on ne disposait pas d'éléments décisifs pour ou contre une telle décision. Tout ce qu'on savait alors sur les fermetures d'écoles était basé sur des épidémies de grippe et donc de portée limitée, sachant que les enfants contribuent largement à sa propagation. En tout cas, leur rôle exact dans celle du Covid-19 était et reste controversé, même si un nombre croissant d'éléments indique que les enfants sont moins susceptibles d'être infectés que les adultes.

L'économiste Reiner Eichenberger de l'Université de Fribourg s'est, lui aussi, fait remarquer par des déclarations publiques dépourvues de tout fondement scientifique, se prononçant notamment sur des questions médicales hors de ses compétences. Début mai notamment, dans le *Tages-Anzeiger*, il déclarait à propos du virus que «sa dangerosité médicale a probablement été surestimée», sans expliquer sur quoi il se basait pour l'affirmer. Selon l'OFSP, à fin avril, 1426 personnes étaient déjà mortes du Covid-19 en l'espace de deux mois en Suisse.

Début mars, Reiner Eichenberger déclarait à 20 minutes: «L'objectif pourrait être une infection intelligemment contrôlée de la population.» L'économiste recommandait que les jeunes contractent le virus de façon ciblée et que les plus âgés restent chez eux. On sait maintenant à quel point cette idée était irréaliste, en particulier parce que de nombreux jeunes vivent avec des personnes appartenant à des groupes à risque. Ce qu'a également montré l'aggravation de la situation en Suède où les responsables ont adopté cette stratégie. A la mi-avril, le professeur d'écono-

mie exigea une stratégie de dépistage de l'immunité par «tests de masse» pour sortir du confinement. Le manque de fiabilité des tests d'anticorps était pourtant déjà connu.

Dans l'ensemble, je souhaiterais qu'à l'avenir les chercheurs communiquent clairement sur l'état des connaissances sur le Covid-19. Le journalisme en ligne se nourrit particulièrement de titres alléchants, ce qui est difficile à gérer. Faire la part des choses entre ce qu'on sait et ce qu'on ignore y aiderait.

2. Compréhension pour les médias

Aujourd'hui, les profanes discutent de concepts épidémiologiques que presque personne hors des milieux spécialisés ne connaît en janvier. Si les chercheurs n'ont pas tous le même talent pour formuler ce qu'ils savent de manière compréhensible pour le grand public, dans la presse écrite, les journalistes apportent leur contribution en présentant ou intégrant les déclarations des experts de manière à ce que tout le monde puisse les comprendre. C'est parfois plus difficile à la radio et à la télévision.

A cet égard, la bioéthicienne des Hôpitaux universitaires de Genève Samia Hurst s'est distinguée en expliquant clairement et sans détour les différents dilemmes éthiques posés par l'épidémie, que ce soit la question d'un éventuel triage ou celle des essais de vaccination à risques. «Le consentement librement donné n'est pas un argument suffisant pour de tels essais, même quand les personnes veulent elles-mêmes y participer et ont bien compris quels sont les risques», déclarait-elle par exemple le 6 mai dans le *Tages-Anzeiger*.

L'épidémiologiste Christian Althaus a pour sa part largement contribué à la compréhension des problèmes au cours des premières semaines en répétant patiemment et en termes simples ce que signifiait la valeur R ou comment se déroulaient ses recherches.

Plusieurs chercheurs se sont toutefois étonnés des procédés des médias grand public. Christian Althaus en a lui-même fait l'expérience après avoir donné le 26 février une interview à la *NZZ* dans laquelle il évoquait les scénarios envisageables. Les journalistes avaient mentionné une hypothèse selon laquelle la pandémie pourrait faire 30 000 victimes en Suisse, ce à quoi l'épidémiologue avait simplement répondu: «Un tel scénario catastrophe n'est pas exclu.»

Résumant l'interview dans un bref article en ligne, le journal pendulaire 20 minutes a alors titré sur les 30 000 morts – un exemple parfait du genre d'appâts propres au journalisme de clics. Le *Blick* en a fait de même. En colère,



«L'objectif pourrait être une infection intelligemment contrôlée de la population.»

L'économiste **Reiner Eichenberger** le 9 mars dans le journal des pendulaires 20 minutes.



«Le consentement librement donné n'est pas un argument suffisant pour de tels essais.»

La bioéthicienne **Samia Hurst** le 6 mai dans le *Tages-Anzeiger* à propos des Human Challenge Trials.

Christian Althaus a répliqué sur Twitter: «Je trouve irresponsable la manière dont @Blick.ch et @20min font de gros titres pour générer des clics à partir de scénarios catastrophes sur l'épidémie de Covid-19. Il faut se préparer à une épidémie, mais il n'y a pas de quoi paniquer.» Le chercheur s'est ensuite brièvement fait plus rare dans les médias, mais est revenu sur le devant de la scène début mars, quand la situation s'est aggravée. Le 8 mars, un journaliste de la NZZ résumait le problème ainsi dans un commentaire: «Les médias et la science sont des systèmes difficiles à accorder.»



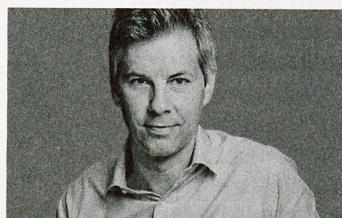
«Je trouve irresponsable la manière dont @Blick.ch et @20min font de gros titres pour générer des clics à partir de scénarios catastrophes sur l'épidémie de Covid-19.»

L'épidémiologiste **Christian Althaus** le 26 février sur Twitter au sujet des titres sur les 30 000 victimes potentielles du Covid-19.

très bien les coronavirus: le virologue Volker Thiel de l'Université de Berne, qui avait certainement les compétences nécessaires pour commenter de nombreuses situations et décisions. Il est apparu de temps à autre dans le magazine Puls de la télévision suisse alémanique. S'il avait été un peu moins réticent à s'exprimer publiquement, il aurait certainement apporté une contribution intéressante à la couverture médiatique de la pandémie.

3. Conscience des processus politiques

Les chercheurs ont aussi subitement joué un rôle plus important dans les décisions politiques quoique plus tardivement en Suisse que dans d'autres pays. Au cours des deux premiers mois, divers scientifiques, dont Marcel Salathé et Christian Althaus, ont regretté que l'OFSP n'ait pas davantage recours à leurs conseils.



«Ma confiance en la politique a été ébranlée ces dernières semaines.»

L'épidémiologiste **Marcel Salathé** le 21 mars sur Twitter.

Le 26 février, Christian Althaus déclarait notamment à la NZZ avoir été «frappé de constater ces dernières semaines qu'on répandait régulièrement de fausses informations durant les conférences de presse».

Le ton s'est encore durci dans la première moitié de mars. Plusieurs chercheurs ont déploré en termes très clairs la réaction à leurs yeux trop lente de la Confédération face à la forte augmentation du nombre de cas. «Il faut

immédiatement prendre des mesures draconiennes», déclarait le 13 mars le professeur Jacques Fellay, infectiologue et expert en génomique à l'EPFL, dans le *Tages-Anzeiger*. Et ce jour-là, une large alliance de 25 chercheurs issus de différents domaines adressait enfin une lettre ouverte au Conseil fédéral.

Peu avant, Christian Althaus s'était étonné «qu'une semaine seulement après l'apparition des premiers cas en Suisse, nous abandonnions le suivi précis de l'épidémie». Le 21 mars, Marcel Salathé écrivait sur Twitter: «Ma confiance en la politique a été ébranlée ces dernières semaines.» Ces protestations ont porté leurs fruits. Depuis fin mars, la Science Task Force nationale Covid-19 conseille la Confédération.

L'influence des chercheurs est cependant restée plus faible qu'elle n'aurait dû l'être. Les politiciens ont continué à ignorer la science sur des points décisifs. Pendant des mois, l'Office fédéral de la santé publique a négligé le thème des masques, bien qu'en avril déjà différents experts aient clairement contesté la doctrine officielle de Daniel Koch selon laquelle les masques ne servaient à rien. Et le 21 juin, Matthias Egger, encore directeur de la Task Force à l'époque, déclarait dans un entretien avec la *SonntagsZeitung*: «Dans cette situation d'incertitude, nous, la Task Force scientifique, estimons que les nouvelles mesures de déconfinement sont prématurées.» Ces protestations n'ont pas été entendues. Peu après cependant, la remontée du nombre de cas montrait combien les chercheurs avaient raison.

En avril, la mathématicienne Tanja Stadler s'est retrouvée au centre du débat politique après la parution, le 8 du mois, d'une étude menée par son équipe sur l'efficacité des mesures prises en Suisse. Plusieurs médias ont fait leurs titres sur l'affirmation selon laquelle les taux d'infections (valeur RO) étaient déjà stabilisés avant le confinement. Cela, bien que la chercheuse ait clairement dit dans ces articles que les mesures prises par la Confédération avaient été nécessaires pour réduire de manière significative la valeur RO, soulignant par exemple dans un article du *Tages-Anzeiger* du 10 avril qu'«il ne faut pas surinterpréter cela». Elle a aussi expliqué que, pour travailler avec des modèles mathématiques, il faut faire certaines hypothèses qui peuvent entraîner des distorsions. «C'est pour-



«Dans cette situation incertaine, nous estimons que les nouvelles mesures de déconfinement sont prématurées.»

L'épidémiologiste **Matthias Egger** le 21 juin dans un entretien avec la *SonntagsZeitung*.



«Le moment ne doit pas être surinterprété.»

La mathématicienne **Tanja Stadler** le 10 avril dans le *Tages-Anzeiger* sur la valeur RO.

quoi il est problématique d'examiner ces données de trop près», notait-elle. Son équipe a continué à affiner le modèle au cours des semaines suivantes.

Ces gros titres ont néanmoins provoqué un débat politique autour de la nécessité du confinement, les opposants cherchant à instrumentaliser l'étude de Tanja Stadler. Et le point précis sur lequel elle avait attiré l'attention, à savoir que le calcul de la valeur de reproduction se base toujours sur certaines hypothèses, y a été passé sous silence.

4. Empêcher la panique

Le neuropathologiste Adriano Aguzzi a, lui aussi, suscité une forte agitation en mars avec une vidéo publiée sur YouTube. Graphiques en main, il s'y est lancé dans un plaidoyer passionné pour exhorter les spectateurs à rester à la maison afin d'arrêter l'explosion du nombre d'infections. Le 13 mars, il a également exigé dans un entretien avec le magazine en ligne Higgs que la Suisse adopte un confinement aussi sévère que l'Italie. «J'ai l'impression que plus personne ne dirige la Suisse», déclarait-il à propos

de la politique du Conseil fédéral. Les mois suivants ont montré qu'exiger un confinement total était exagéré. Toutefois, la vidéo d'Adriano Aguzzi et l'intérêt qu'elle a suscité ont peut-être contribué à ce que les gens saisissent combien la situation en Suisse était sérieuse.

Matthias Egger, à l'époque directeur de la Task Force, épidémiologiste à l'Université de Berne, s'est en revanche distingué au cours des derniers mois par le calme et la modération de ses interventions publiques. A propos des valeurs qui pourraient si-

gnaler le risque d'une deuxième vague d'infections, il a déclaré le 11 mai à la Neue Zürcher Zeitung: «Il faudra à nouveau discuter d'un renforcement dès que le nombre de nouveaux cas annoncés repassera au-dessus de 100 et partira en direction de 200.» Dans le débat sur les masques, Matthias Egger a également montré que les autorités avaient fait le bon choix en le plaçant à la tête de la Task Force.

5. Présence dans les médias sociaux

Les médias sociaux jouent aujourd'hui un rôle central dans la diffusion de l'information. Mais, plus la pandémie se prolongeait, plus ils contribuaient aussi à la propagation de fausses informations et de théories du complot autour du virus. Il est donc d'autant plus important que les chercheurs y soient présents pour répondre à cette désinformation.

Les scientifiques sont en général sur Twitter, où ils mettent en lien leurs propres études ou postent des com-

mentaires sur les études de confrères ou sur l'évolution de la pandémie. En twittant, ils atteignent principalement les nombreux journalistes, politiciens et les chercheuses et chercheurs présents sur cette plateforme. Mais les jeunes ne le fréquentent pratiquement pas. L'échange de nouvelles sur leurs smartphones passe par Instagram, Snapchat, TikTok ou WhatsApp. La présence des chercheurs suisses sur ces plateformes est donc souhaitable afin d'atteindre les jeunes générations.

L'épidémiologue Marcel Salathé a certes un profil public sur Instagram, mais sa dernière entrée date de 2017. Il n'y a donc pour ainsi dire pas d'échanges avec les jeunes. D'ailleurs, même les scientifiques présents sur Twitter ne sont pas tous très actifs. Une des plus actives durant les mois de pandémie a été Emma Hodcroft, une biologiste moléculaire du biocentre de l'Université de Bâle qui étudie les mutations du coronavirus. De février à juin, elle a souvent posté de 15 à 20 tweets par jour. Ceux qui la suivaient pouvaient ainsi se faire une bonne idée de son travail, de celui de ses collègues et de la situation en cours. Le 28 mars par exemple, elle a thématisé les pièges du taux de létalité (CFR, pour Case Fatality Rate) et pourquoi il variait si fortement selon les pays: «Il faut tenir compte de beaucoup de choses – le CFR varie toujours en fonction du lieu, de la méthode de comptage et des pratiques sous-jacentes – et peut-être le plus important, du temps.»

Suivait une série de dix tweets sur le sujet.

Quasi absente des médias traditionnels, l'épidémiologue Nicola Low de l'Université de Berne a assuré une présence régulière sur Twitter avec des tweets et des retweets quotidiens. Ainsi, elle consacrait le 4 avril une série de tweets aux cas asymptomatiques: «Ici un bref thread sur quelques mauvaises interprétations plutôt inquiétantes de la signification et des implications d'asymptomatique.» Suivre cette chercheuse permettait d'obtenir des informations complémentaires précieuses sur la situation actuelle de la recherche et de la pandémie.



«Il faut tenir compte de beaucoup de choses – le CFR varie toujours en fonction du lieu, de la méthode de comptage, de la pratique sous-jacente et du temps.»

La biologiste moléculaire **Emma Hodcroft** le 28 mars sur Twitter.



«Ici un bref thread sur quelques mauvaises interprétations plutôt inquiétantes de la signification et des implications d'asymptomatique.»

L'épidémiologue **Nicola Low** le 4 avril sur Twitter.

Alexandra Bröhm est journaliste scientifique à Zurich, entre autres pour le *Tages-Anzeiger*.